

*MONDIALISATION*

*DÉMOGRAPHIE*

Présentation du livre « AFRICANISTAN » de Serge MICHAÏLOF

Auteur : Serge Michaïlof. Chercheur à l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques), enseignant à Sciences Po, conseiller de plusieurs gouvernements, il a été un des directeurs de la banque mondiale et directeur des opérations de l'Agence Française de Développement (AFD).

Ouvrage 365 pages. Publié chez Fayard.

A. Présentation de la structure de l'ouvrage

Ce document bien organisé et bien documenté se focalisera sur une partie spécifique du continent : l'Afrique subsaharienne, qui porte particulièrement bien tous les maux et toutes les espérances d'une majorité de pays de l'Afrique, en un mode amplifié.

Il se découpe en quatre parties :

1. Quelle est la véritable situation de l'Afrique subsaharienne ?
2. Les états fragiles au coeur de la tourmente.
3. Leçons d'Afghanistan pour le Sahel.
4. Que faire ?



## B. Un état des lieux

### L'aspect économique.

L'auteur entame sa réflexion en évoquant un message largement diffusé dans les communications officielles et qui tend à nous faire croire que « l'Afrique va bien ». La communauté internationale est optimiste. Il nous fait comprendre que tout ceci tient de la méthode Coué, ou constitue une façon de contenir les appréciations négatives facilement étaillées dans des milieux médiocrement informés.

Il ne cultive pas, pourtant un pessimisme définitif et reconnaît que par certains aspects l'Afrique peut être aussi perçue comme un « continent d'espoir » dont pourtant trop de paramètres négatifs associés peuvent faire converger le futur vers la catastrophe.

Pour lui « il ne faut pas se cacher le continent est un véritable baril de poudre ».

La poudre, dit-il d'emblée, c'est la démographie galopante.

En 2050, demain, l'Afrique subsaharienne aura une fois et demie la population de la Chine. Une jeunesse qui sera trois fois celle de la Chine.

Emploi, nourriture, logement, rien ne semble aujourd'hui être à la hauteur de ces enjeux qui hélas ne sont pas les seuls.

Même les pays qui ne vont pas trop mal risquent une bien triste contamination.

Pour expliciter le titre de son ouvrage il nous précise : « le chômage massif des jeunes à demi scolarisés, constitue bien avant l'endoctrinement djihadiste la première explication de l'effondrement dramatique de pays tels que Afghanistan, Syrie, Yémen, Irak ». L'objectif de ce livre est de dissiper les illusions nous précise-t-il.

L'Afrique est très diverse selon lui. Il suit la classification proposée par Pierre Jacquemot selon qui on distinguerait quatre Afriques :

Celle des troupeaux de la zone saharo-sahélienne  
Celle des greniers, de la houe, des savanes et de la brousse  
Celle des paniers de forêts denses et humides  
Celle enfin des bananiers, des hautes terres de la crête Congo-Nil

L'Afrique ainsi plurielle par ses écosystèmes l'est aussi par ses populations avec leurs héritages coloniaux, par les situations économiques, les niveaux de revenus... On pourrait dire aussi leur degré d'exposition (en première ligne) au délitre islamique.

Cependant au niveau global on a observé des évolutions sinon identiques mais souvent parallèles.

Il y a eu d'abord un bond relatif juste après les indépendances 1960-1970, puis les crises et la stagnation pendant une vingtaine d'années, et un retour vers un certain dynamisme à partir de 2000.

L'auteur nous indique ainsi que « parmi les dix pays au monde à croissance rapide (> 7%) dans les années 2000-2010 » figurent Angola, Ethiopie, Tchad, Mozambique, Rwanda.

Ce sont des secteurs comme le commerce, la grande distribution, le BTP qui stimulent l'activité. La stabilité macro-économique elle s'est trouvée confortée par les programmes pilotés par le FMI

Les matières premières aussi contribuent à ce mouvement car depuis 15 ans les prix se sont envolés.

Autre facteur très significatif : les transferts opérés par les migrants. L'auteur parle de plus de 60 milliards de dollars (2014). Pour info les aides au développement se chiffrent environ au même niveau.

L'auteur modère cette vision positive en constatant que les programmes d'aide ont souvent imposé des mesures brutales d'ajustement qui ont été durement ressenties au plan social (jusqu'à 50% de baisse de salaires).

Toutefois l'annulation de la dette des états a adouci la contrainte.

Au global (ce qui masque bien des disparités au sein de chaque pays) on constate que 27 pays africains ont atteint le statut de pays dits « à revenu intermédiaire » avec une croissance de 30% depuis l'an 2000.

Assez souvent la diversité régionale dans un pays marque une rupture économique et sociale drastique.

L'exemple donné est celui du Nigéria (6<sup>e</sup> pays le plus peuplé au monde. 440 millions d'habitants à l'horizon 2050) où le Sud prospère contraste avec un Nord délaissé.

Ce Nord et l'embouchure du Niger abandonnés sont devenus des territoires d'expansion de Boko Haram qui n'a pas hésité à lancer des opérations spectaculaires.

Ce mouvement qui rayonne bien au delà du Nigéria est né dans un pays où il y avait historiquement eu une culture du djihad. Il est apparu vers l'an 2000 et a pris de l'ampleur là où les populations ne voyaient aucune retombée significative c'est à dire notamment hors de Lagos et Abuja la capitale

Boko Aram a bien sûr joué sur les diversités ethniques et religieuses en procédant en particulier au nettoyage ethnique dans des communautés chrétiennes rurales.

Son objectif est l'établissement d'un califat s'étendant largement jusqu'au Cameroun.

Equipé, armé avec du matériel de qualité en particulier via les énormes surplus en provenance de l'effondrement de la Libye, il peut avec ses 10000 hommes déstabiliser toute la région.

L'auteur semble faire confiance au chef de l'état le général Bujari (ou Buhari) qui vient d'être réélu et a décidé une hausse de 50% du salaire minimum, mais en même temps il souligne la fragilité d'un état dont l'armée a besoin d'une prise main sérieuse (beaucoup d'exactions ont été commises par elle au détriment de la population qui déçue, s'est retournée vers Boko Aram).

Le Nigéria « un colosse » dont la chute serait l'amorce d'un effet domino.

Comme nous l'avons vu il n'y a pas que Boko Aram qui handicape le devenir de l'Afrique subsaharienne.

Les richesses bien identifiées des pays pétroliers et miniers sont transcris en PIB parfois flatteur.

Les programmes des Nations Unies pour le développement (PNUD) y ont largement contribué.

Une petite classe moyenne a profité de ces initiatives, mais lorsque l'on s'intéresse à d'autres aspects du bien être humain (technocratiquement appelé Indice de Développement Humain) ceux des pays considérés comme dynamiques sont parfois dans les derniers rangs selon ces critères.

Le point le plus évident en la matière étant le sous emploi massif dont souffre la population. Un des effets induits par cette situation est que avec le boom des exploitations pétrolières et minières sans création d'emploi se produit une arrivée de flux financiers qui créent une appréciation du taux de change ruinant la compétitivité des entreprises moyennes locales et alimentant le sous emploi croissant.

« Le manque de profondeur de la plus grande partie de l'économie africaine se traduit par une insuffisante création d'emplois qualifiés. »

### Le défi démographique

« Le futur de l'humanité sera de plus en plus africain déclare Serge Michaïlof, citant l'Unicef ».

La croissance démographique y est de 3,5% entraînant un doublement de la population tous les vingt ans.

C'est très supérieur à l'Europe qui atteint péniblement 1,7%

Ce chiffre représente une moyenne pour l'Afrique, mais la zone subsaharienne est le point culminant du recensement. On y trouve ça et là des taux de fécondité supérieurs à 5 enfants par femme et parfois jusqu'à 7.

L'auteur précise que les marges d'erreur restent importantes car les statistiques sont imprécises. Ceci ne modifie pas pour autant l'ordre de grandeur de cette valeur.

C'est un net retournement des choses après plusieurs siècles de relative stagnation jusqu'au tout début du XX<sup>e</sup> siècle.

Ce XX<sup>e</sup> siècle aura vu l'Europe doubler sa population et la Chine la tripler, mais l'Afrique l'aura multiplié par sept.

Le chiffre qui caractérise l'Afrique résulte d'une importante diminution de la mortalité infantile et la tendance anormale (par rapport au reste du monde) à un maintien à un très haut niveau de la fécondité qui accompagne généralement, à notre époque, les phases de développement.

Hors d'Afrique les politiques incitatives ou obligatoires de planification familiale ont été relativement suivies.

En Afrique subsaharienne le taux de croissance démographique est globalement de 2,7% et de plus de 3,0% dans la zone du Sahel.

L'auteur nous fait observer que la génération de jeunes à venir à l'échéance 2030-35 est déjà connue, les futures mamans étant déjà nées. Ce sera selon lui la seconde explosion démographique qui devrait voir la population de la seule zone subsaharienne atteindre les 1,4 milliards d'habitants.

Les projections ne permettent pas d'imaginer, dans cette zone, une baisse de la fécondité rapide (il cite 4 enfants par femme dans un horizon non encore perceptible).

Les raisons culturelles, religieuses, accès à la contraception,... ne semblent pas suffisamment analysées.

L'usage de contraceptifs est quasi nul (environ 2% des femmes) et a mauvaise presse dans le peuple peu instruit, tout comme l'est l'action des organismes de planning familial.

Tradition, conservatisme, et pression d'origine religieuse s'opposent vigoureusement à tout changement de ce type.

Il est difficile de se réjouir simultanément de la baisse considérable de la mortalité infantile (divisée par 10 en 50 ans) et de se lamenter d'une croissance démographique totalement dérèglée et annonciatrice de catastrophes

Opposant Jean Bodin (1576) prétendant « qu'il n'y a de richesse ni de force que d'hommes » et Malthus, Serge Michaïlof nous rappelle que le débat en question mérite une remise à niveau eu égard aux situations totalement différentes auxquelles nous faisons face en ce XXI<sup>e</sup> siècle. Si Malthus semble avoir eu tort jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, notre époque paraît lui redonner raison. Donnant le Niger comme exemple, l'auteur mentionne une situation où « apparaît un exode rural forcé et une situation de dépendance vis à vis des aides humanitaires qui ne peut que s'accentuer ».

La croissance incontrôlée de la démographie devient une source d'appauvrissement.

Si la croissance du PIB n'est pas très significativement supérieure à la croissance démographique c'est clairement un processus d'appauvrissement qui déroule ses effets négatifs.

Cela a été le cas, par exemple au Niger avec une baisse d'environ 40% du PIB par habitant entre 1960 et 2000. Dans le même temps la croissance des besoins en éducation formation santé se sont accrus et demandent des ressources qui ne suivent pas toujours, entraînant une baisse qualitative des prestations ce qui va à l'encontre de ce qu'il faudrait faire.

Pour l'auteur la transition démographique dans l'Afrique subsaharienne ne s'achèvera pas avant 30 ans (peut être), laissant donc une situation critique se perpétuer qu'il qualifie de « celle de tous les dangers ».

Les tensions déjà existantes traduites par des débordements de nombreux jeunes inactifs (et ne cherchant plus à devenir actifs) que l'on a trouvées aussi au cœur des manifestations violentes des « printemps arabes » et dans les autres territoires en ébullition sont les conséquences directes de ce manque de contrôle même à minima de la croissance démographique.

S.M. n'hésite pas à citer Malthus : « La capacité de la population à se multiplier est tellement supérieure à la capacité de la terre à subvenir aux besoins humains que d'une manière ou d'une autre une mort prématurée frappera la race humaine ».

En effet l'amplitude imaginable de catastrophes agricoles pourra être telle que la question posée aux pays environnants sera de nourrir, alors dans l'urgence, non plus quelques milliers de malheureux, mais 30 ou 50 millions de personnes, ce qui sera impossible.

Ces risques de monstrueuses famines seront la circonstance la plus évidente d'une montée de l'insécurité (d'une ampleur sans doute non imaginée selon ce que l'on connaît aujourd'hui).

Serge Michaïlof en citant Jared Diamond qui évoque l'effondrement des civilisations nous rappelle les famines d'Irlande (Vers 1850) ou celles d'Ukraine (sciennement organisées par les soviétiques entre 1920 et 1930).

L'université de Berkeley dans le rapport de conclusion d'une conférence en 2013 souligne : « on ne peut éviter de conclure que la croissance de la population dans un contexte de changement climatique va rapidement excéder la capacité de production alimentaire de la région (l'Afrique) ».

Il est assez clair que ces tensions accompagnées de migrations massives entraîneront des réactions défensives des pays côtiers et voisins. Quelques cas concrets d'expulsions massives ont déjà eu lieu (plusieurs centaines de milliers d'expulsés).

Pour l'instant les seules stratégies facilement imaginées au plan pratique concernent le développement rural. Mais ce ne serait que des démarches dilatoires en vue de retarder le pire. « Gagner du temps n'est pas gagner la bataille ». Il reste essentiel de mettre en route une véritable politique de population.

Mais les politiques de population ont rarement l'assentiment des peuples.

Les résistances bien connues pèsent encore lourdement (quand elles ne sont pas en plus survalorisées par les tenants de Boko Aram) ;

Religion, traditions, polygamie, patriarcat, statut de la femme, mariages précoces, ..

Les gouvernements du Sahel auront-ils le courage de promouvoir des programmes de maîtrise des naissances ?

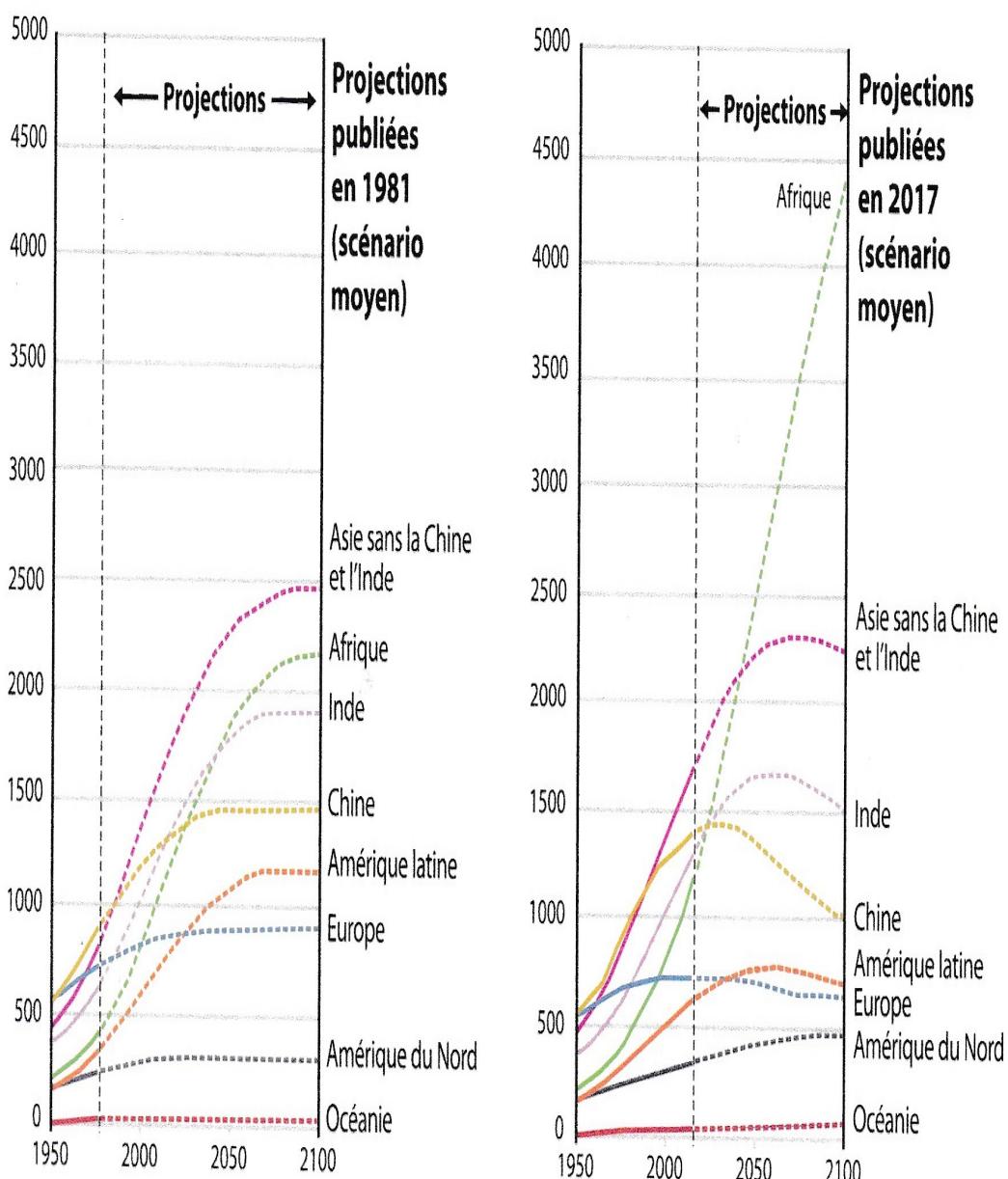
Des tentatives sont envisagées qui n'auraient qu'un effet limité, elles proposent de faire un premier pas en promouvant « l'espacement des naissances ».

Ce premier pas ne sera pas suffisant mais peut-être permettra-t-il que la question de la fécondité soit au moins un sujet de débats dans les familles.

Mais n'est-ce pas déjà trop tard ?

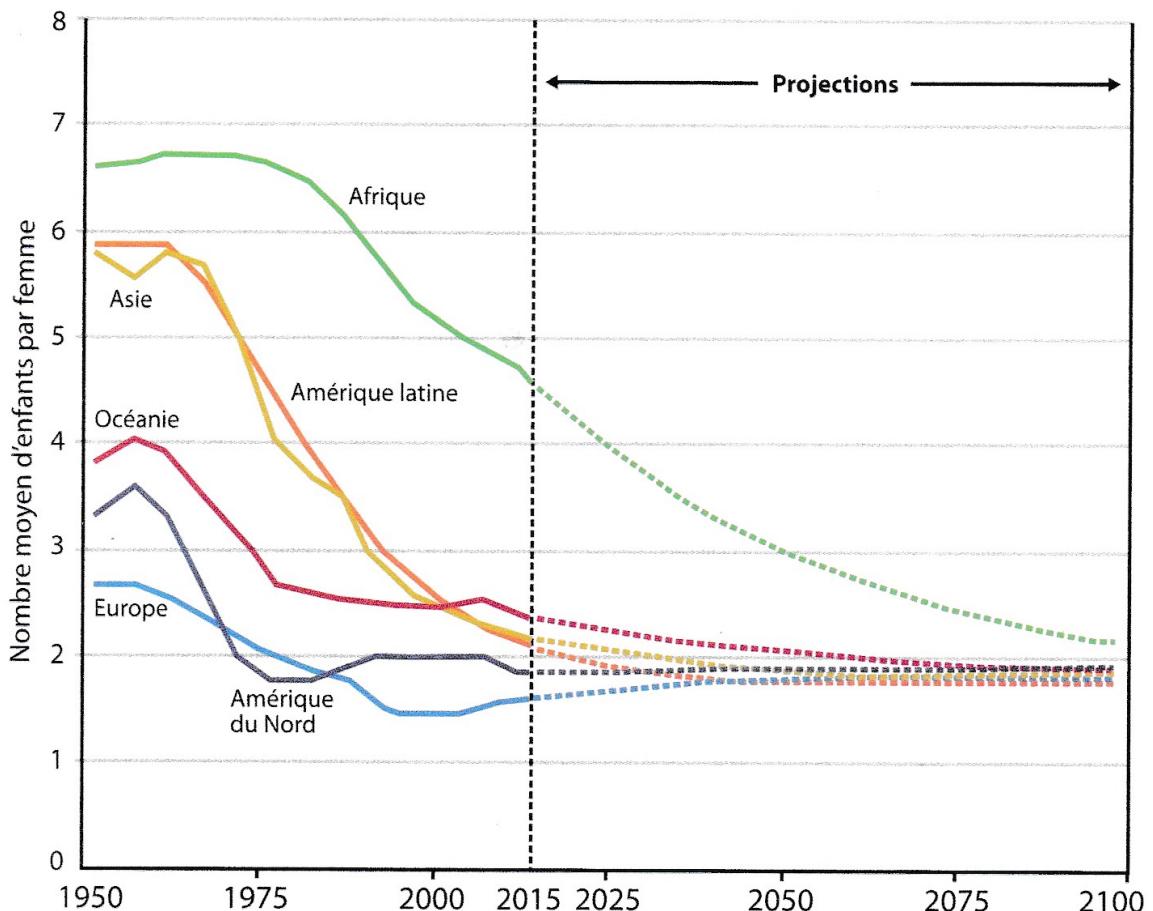
## 2. Comparaison des projections de population publiées en 1981 et 2017

(Source : Gilles Pison, Nations Unies)



Document « Diplomatie Juin-Juillet 2019 »

### **3. Évolution de la fécondité par région du monde de 1950 à 2015 et projections jusqu'en 2100 (scénario moyen des Nations Unies)**



Document « Diplomatie Juin-Juillet 2019 »

## Le développement rural

Compte tenu de la croissance spécifiquement énorme de la population dans l'espace rural de la région (jusqu'à 80% de la population en zone rurale et une perspective d'une croissance dans la même zone de plus de 50% à l'horizon 2050), et du trop faible impact sur l'emploi du secteur industriel et minier, le développement rural reste une obligation qui est loin d'être satisfaite. L'auteur qualifie les déclarations gouvernementales sur l'agriculture de « slogans rituels ».

Le FMI qui loue le « potentiel de croissance de l'Afrique » est consciente du grand écart entre les politiques menées et les besoins réels : « un surplus de personnes en âge de travailler ne représente un avantage que si le pays dispose d'un vivier d'emploi ».

Compte tenu de multiples facteurs les effets bénéfiques du secteur industriel demandera un délai trop long par rapport à l'urgence, d'où l'importance d'une politique agricole efficace.

On constate deux caractéristiques majeures :

D'abord, les accroissements de la production se sont réalisés par une extension des surfaces cultivées sans augmentation nette de la productivité par hectare (sauf le coton).

Second point ; L'irrigation reste très marginale (5% des surfaces cultivées) bien évidemment entravée par les conditions climatiques, mais aussi par l'absence d'électrification de l'espace rural.

Le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement annonce très clairement que la situation sera en 2050 catastrophique en matière de sécurité alimentaire (entre autres).

Les engagements au niveau des états comme au niveau international ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux. Les chiffres de 2% pour les budgets agricoles des états et de 8% pour l'aide internationale sont cités.

La survie de la population agricole du Sahel dépend actuellement d'une production à très faible productivité, là est l'enjeux.

C'est la non disponibilité de nouveaux terrains utiles exploitables qui est un des obstacles à l'intensification de la production agricole. La croissance du rendement à l'hectare apparaît donc comme la meilleure voie, encore faudrait-il aussi, par delà les questions d'irrigation et de pauvreté des sols savoir engager des programmes de constructions d'infrastructures routières dans les territoires ruraux pour faciliter la commercialisation.

Les responsables locaux semblent être attirés par les modèles d'exploitation agricole américains voire européens.

On voit bien les obstacles à l'adoption de ces modèles : le recours à la mécanisation et aux engrais .. ,qui vont immédiatement peser sur les coûts, la mécanisation qui, elle, ne va pas faire grandir l'offre d'emplois, sans parler de la fragilisation des sols.

Peut-on envisager la recherche du rendement en restant accroché à un mode local de petits domaines ? La question majeure qui reste à traiter est celle de la production nécessaire et suffisante pour une population toujours rapidement croissante.

Des alternatives agro-écologiques sont évoquées, mais au dire des experts elles ne résolvent rien pour le court et moyen terme car demandant « beaucoup d'intelligence agronomique, des investissements lourds sur le plan institutionnel et des infrastructures importantes ».

Les dirigeants africains « trouvent cela très long et trop compliqué, ils préfèrent commander des tracteurs, symboles de modernité et subventionner des engrains. »

Il ne faut pas oublier que nous sommes passés depuis quelques décennies d'une autoconsommation à un recours à l'importation d'environ les deux tiers des céréales consommées.

La conséquence est que dans ce marché mondialisé, la production locale sera forcément impactée par les cours mondiaux. Celle-ci très concurrencée (au niveau des prix) par exemple par le Brésil, ne pourra que difficilement rémunérer celles et ceux qui pourraient investir.

Les gouvernements cherchant la voie de la facilité laissent donc l'approvisionnement (notamment des villes) se réaliser via l'importation.

Tout ceci ne va pas favoriser l'emploi.

Un mot sur l'impact du réchauffement climatique. Les avis sont partagés mais surtout naviguent dans l'incertitude.

Pour certains (sans doute majoritaires) la sécheresse prévisible pourrait faire chuter les rendements (pour le maïs il est cité le chiffre de -40%) avec une fragilisation accrue des sols.

Pour d'autres le scénario serait plutôt celui d'une alternance brutale de pluies et de sécheresses tout aussi difficiles à gérer.

Ce même facteur climatique (et peut-être d'autres) et les craintes qu'il suscite ont engagé certains pays (Chine, Corée, et quelques pays du golfe persique) à acheter ou louer des terres fertiles en Afrique, pas véritablement dans une optique altruiste. Comme on le voit tout se complexifie.

Vraisemblablement par souci de rétablir, juste un peu l'équilibre au tableau l'auteur veut donner une petite touche plus positive. Il s'agit du coton.

Cette culture a bénéficié grâce aux programmes de coopération français d'investissements et de progrès techniques significatifs ayant permis l'accroissement des rendements de 300%. L'Afrique subsaharienne francophone est devenue le second exportateur de cette matière.

Cette situation se heurte naturellement aux concurrences d'autres pays fonctionnant aussi avec l'aide de subventionnements (l'auteur cite les USA). Il met en cause également les gestions locales des sociétés cotonnières, la surévaluation du franc CFA, et le désintérêt de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne.

Au Sahel, entre démographie et insécurité le temps presse rappelle Serge Michaïlof. La densité de population y atteint par endroit plus de 100 habitants au KM2.

Les conditions vie misérables au Sahel justifient (peut-être) l'attractivité des messages de Boko Aram.

Evoquant particulièrement le Mali, l'auteur conclut ce chapitre : « Cinq ans après l'opération Serval et dans le contexte de l'opération Barkhane en cours, l'aide au Mali ne relève plus de la charité et de la compassion, mais d'équilibres géopolitiques et de prévention des conflits dans une région extrêmement instable ».

## Quelques mots sur l'industrialisation

L'auteur se démarque des appréciations élogieuses de certains commentateurs à propos des (relatifs) succès industriels de l'Afrique.

La réalité est peuplée de sinistres friches industrielles résultant de « projets mal conçus, mal dimensionnés...résultats des errements des années 1980-2000 ».

La nouvelle dynamique d'initiative locale, amorcée reste lente.

La contribution au PIB du secteur industriel n'atteint les 10% que dans quelques pays. Les pays émergents non-africains ont progressé à 15-25%.

Les poussées enregistrées dans les secteurs miniers et pétroliers n'ont pas, non plus, été suffisamment génératrices d'emplois.

Le constat est donc que les pays africains « sont en train de passer massivement d'économie agricole à faible productivité à des économies de service à également faible productivité ».

L'industrialisation reste un parent pauvre de l'économie.

Les refus du respect des règles (juridiques, économiques, techniques, éthiques..) et l'instabilité politique font partie des nombreux obstacles.

« L'Afrique demeure le continent des institutions parasites et des prédateurs ».

A côté de la corruption de « haut vol » chaque étape d'un processus de production, de conditionnement, de transport, se présentent des « péages » où à chaque fois, il faut pour que le processus se poursuive s'acquitter de son obole. Ceci vaut aussi pour les représentants du droit qui exigent leur « dû » (policier, gendarme, douanier, ..).

Les initiatives d'industrialisation qui dans le dernier tiers du vingtième siècle devaient développer une industrie de substitution aux importations, se heurtent aujourd'hui aux politiques d'exportation massive de biens de consommation de la Chine vers l'Afrique.

Les pays africains doivent dépasser le statut de simples producteurs de matières premières brutes en développant des activités dérivées correspondant à un segment pour lequel ils pourront proposer des facilités et des emplois.

Serge Michailof explique que l'industrie africaine subsaharienne peut se libérer de la faible croissance des marchés locaux en prenant sa place dans les « chaînes de valeur de la mondialisation mondiale ». Les processus industriels étant suffisamment éclatés, il y a un niveau accessible (pour un temps) à différents pays volontaires.

## C. La fragilité des états

Cette partie de l'ouvrage est principalement un exposé sur les critères et les raisons qui conduisent les états à vivre dans l'instabilité et la fragilité.

Plutôt que de laisser place à une description générale (et intéressante) de ces questions, je ne rapporterai ici que quelques éléments plus appropriés à l'Afrique.

La notion de fragilité peut évidemment demeurer un concept très subjectif. Beaucoup d'organismes ont tenté d'en définir une définition et les paramètres.

Il est clair que cela est complexe. On y trouve à la fois l'histoire, la géographie, le climat, L'anthropologie, l'économie, la culture etc.

L'auteur remarque d'abord que certains états ne se sont jamais constitués comme état au sens moderne du terme.

Il cite ici d'abord à titre d'exemple l'Afghanistan (dont il parlera plus loin). L'ancien président Karzai exerçait son rôle comme un médiateur, rien de plus. Il arbitrait (ou tentait de le faire) entre telle ou telle vallée ou tel ou tel chef de guerre.

L'autre exemple, celui du Tchad où le grand nombre de tribus et l'absence réelle d'état réduisaient l'autorité publique à des négociations entre chefs de tribus et grandes familles pour l'élaboration d'alliances instables.

La création d'un sentiment d'appartenance à une communauté nationale, et de valorisation de valeurs communes, a été particulièrement difficile à l'exception remarquée par l'auteur de la Côte d'Ivoire et de la Tanzanie.

Serge Michaïlof explore l'histoire pour dénoncer des situations dont, aujourd'hui, les séquelles entravent la véritable adhésion au partage territorial des nations et à l'assise de chaque état.

Tout d'abord la période des razzias organisées par « une succession de petits royaumes » alimentant la vente des esclaves, déstructurant des états bien au delà des zones côtières.

Puis la période des colonisations qui a vu les structures étatiques anciennes redécoupées au bon vouloir des puissances colonisatrices, lesquelles n'exerçant leurs gestions que selon leurs propres valeurs, donc de façon totalement hétérogène.

La géographie citée par notre auteur présente particulièrement dans le territoire que l'on suit le handicap de l'immensité des espaces désertiques ou proches.

Le Mali est évoqué car Bamako est dans l'incapacité de contrôler les étendues du Nord. Cet espace qui avait traditionnellement connu le commerce des caravanes où transitaient l'or, le sel, les esclaves, s'est converti, faute de présence d'une autorité, en circuit privilégié pour des trafics en tout genre.

Les trafiquants y ont d'abord pris le pouvoir, qu'ils ont dû négocier récemment avec les mouvements islamiques, chacun y trouvant son compte (au moins pour un certain temps).

### Les fragmentations ethniques et religieuses

Des frontières artificielles fragmentent les peuples mais en même temps contribuent à la constitution de pays rassemblant de nombreuses ethnies avec une grande disparité linguistique et culturelle.

Il existe notamment (bien que ce ne soit pas un caractère absolu) comme une ligne de séparation entre le nord et le sud du Sahel, où au nord se retrouve une grande majorité de musulmans et où au sud prédomine le christianisme et l'animisme. Les cas les plus marqués sont la république centrafricaine et le Soudan.

« L'histoire nous rappelle que les empires et les états qui abritent des populations hétérogènes présentent un degré de fragilité supérieure ».

Pourtant, il semble que, par souci d'image, dans le discours public et médiatisé, les responsables ont tendance à nier le poids du fait ethnique. La pratique politique, elle, ne vient pas conforter ces affirmations.

En effet dans ces états relativement récents, la première loyauté de chacun va à sa famille, à sa tribu, à sa communauté religieuse. Ce qui enracine la défiance à l'égard de l'état.

Quelques pays ont tenté avec un relatif succès d'effacer le poids de l'appartenance ethnique en imposant des règles (notamment par une langue commune), c'est le cas de la Tanzanie, du Rwanda (après le génocide) et le Botswana.

L'auteur cite encore le Sénégal qui a engagé une significative marche vers la cohésion nationale en partant, il est vrai d'un territoire au départ plus homogène.

« La tension entre la loyauté à son groupe ethnique, politique ou religieux et la loyauté à l'égard de l'état est au cœur de la « grande corruption » ».

Cette grande corruption, celle qui touche la classe dirigeante s'en prend massivement aux ressources de l'état : recettes douanières, fiscales, pétrolières, minières, portuaires, etc.

Elle permet de s'assurer des fidélités précieuses. Elle peut aussi devenir la « justification, l'excuse » !! celle des « petits »

Ces fidélités monnayées résultent du constat que le contrôle de l'appareil de l'état était le moyen le plus sûr pour accumuler de la richesse bien utile, un cercle performant en quelques sortes.

La démocratie, selon les rêves de penseurs et de dirigeants occidentaux, pouvait certainement apporter une solution aux questions de stabilité et de viabilité des pays d'Afrique subsaharienne.

La pratique qui en est faite apporte bien des désillusions. La majorité victorieuse tire de sa victoire la conclusion qu'elle a obtenu légalement le pouvoir et que cela lui accorde le droit d'en user complètement. La rente ainsi obtenue ne se partage pas avec ceux qui ne rêvent que de s'emparer à leur tour du pouvoir.

Comme le rappelle l'auteur c'est le principe de « winner takes all ».

Un dirigeant un peu avisé saurait distribuer quelques postes (donc quelques rentes) à certains groupes de l'opposition pour assurer une relative longévité au gouvernement nouvellement élu.

Mais cette pratique serait aussi exécutable car « chaque groupe va bel et bien tenter de « traire » l'institution qui lui a été octroyée ». L'efficacité globale de tout ceci pour la nation est totalement occultée.

L'auteur poursuit cette seconde partie par un exposé de 25 pages sur la situation spécifique de la Côte d'Ivoire.

Je ne développerai pas ce sujet.

## D. Quel futur pour le Sahel à la lumière du vécu Afghan ?

Pour l'auteur c'est l'intervention française au Mali en 2013 qui a été révélatrice d'une similitude avec ce qui a été vécu en Afghanistan il y a peu de temps.

Il focalise sa comparaison sur une zone Burkina-Faso, Mali, Niger et Tchad qui sont à bien des points les plus semblables à l'Afghanistan (pas forcément au plan géographique bien sûr). Il rappelle des enjeux déjà évoqués en particulier le ratio démographie/emplois. Il ajoute : les embarcations victimes de naufrages provenant de populations de ces pays nous émeuvent (presque) tous, certes, mais celles qui inquiètent bien des médias et autres porteurs de paroles ce sont celles qui ne coulent pas.

Si cette zone de quatre pays sombre comme l'a fait la Libye il n'y aura dans l'espace qui nous sépare que cette Libye en pleine anarchie et un potentiel de 200 millions d'habitants à la recherche de moyen de survie. Un tel désordre secouerait également les pays côtiers de l'Afrique de l'ouest et ceux de l'Afrique du nord.

D'un point de vue strictement français n'oubliions pas que un tiers de notre approvisionnement en uranium provient du Niger, mais n'oubliions pas non plus, que sans nier le dévouement indiscutable des membres de l'opération Barkhane, ils ne sont pas de taille à s'opposer à de gigantesques flux, ce qui d'ailleurs n'est pas leur mission.

La France est à l'évidence engagée, mais nombreux sont ceux qui regardent ailleurs. S.M nous dit que l'ambiance à Bamako lui rappelle celle de Kaboul il y a environ quinze ans (affirmation à vérifier en 2019) quand le régime taliban s'était effondré. Une ambiance d'inconsciente euphorie.

Le parallèle avec l'Afghanistan n'est pas anodin dit-il.

Les points de similitude sont nombreux.

Nous les avons évoqués : impasse démographique, énorme déficit d'emplois...

Les jeunes ruraux afghans se sont joint aux mouvements djihadistes au moins autant pour exercer une activité que par conviction religieuse. Ils pouvaient alors sans formation, se faire un revenu supérieur à celui qu'ils auraient pu avoir dans l'armée officielle afghane qui de surcroit subissait un taux de pertes important, ceci ne peut que nous faire également penser à ce qui se passe aujourd'hui au Mali.

Les jeunes sahéliens ont suivi les mêmes voies soit celle de Boko Haram soit celle des trafics, les bénéfices rêvés étant ceux du monde présent ou ceux du monde post-mortem.

Tout comme en Afghanistan le poids de l'économie illicite est décisif et entraîne les pays du Sahel aux dérives et donc à l'affaiblissement d'une économie pérenne.

L'auteur signale le fait que là aussi l'économie scélérate se mondialise (je pense aux trafics de cocaïne, produite en Amérique du sud et qui, en partie, transite vers l'Europe par le Sahel).

Un autre point important constaté aussi au Moyen Orient : la face cachée du djihadisme qui dissimule son activité criminelle via toute une série d'actions de type social, aides, distributions d'argent, mariages, etc.., achetant ainsi la bienveillance d'une population à la recherche permanente d'une meilleure vie.

## Les forces armées étrangères (essentiellement françaises)

On a vu revenir en force, en Afghanistan, les talibans dans un pouvoir effectif sur (presque) toutes les zones rurales. De même au Mali l'exercice réel du pouvoir ne se concrétise que dans les espaces plus ou moins urbanisés (si l'on peut dire).

L'armée malienne a fait la démonstration de son impréparation et peut être de son absence de motivation ou encore de son état de doute en lâchant rapidement prise face à l'attaque de quelques commandos djihadistes.

Les armées tchadiennes (15000 hommes) ou nigériennes restent d'un effectif très insuffisant compte tenu de l'immensité des territoires.

Les causes de faiblesse de ces armées sont multiples, très semblables à ce qui a existé en Afghanistan

D'abord, la peur des autorités du pays de doter une institution comme l'armée d'une trop grande puissance qui pourrait peut être donner quelques idées et quelques facilités d'accès au pouvoir.

Puis, bien sûr la cause budgétaire que l'on peut imaginer. Mais aussi le fait que les organismes de développement (FMI par exemple) rechignent à aider des efforts d'armement ceci sans doute à tort, car l'objectif de développement ne peut pas se concevoir sans celui de la durabilité, donc de la sécurité. La définition même qu'a produite le comité de développement de l'OCDE, des critères de choix, exclut les dépenses de sécurité et l'aide au renforcement des structures régaliennes. C'est faire un trait sur une partie incontournable de ce qu'il convient de faire.

Autre point : malgré son engagement, la France ne joue plus, à une échelle suffisante, son rôle d'assistance technique et de formation.

Enfin, l'absence ou la très grande insuffisance de « forces de l'ordre classiques » type gendarmerie et police, tout juste présentes dans les villes.

L'environnement géographique aussi peut faire penser à l'Afghanistan avec son voisin Pakistanais qui accueillait de jeunes voisins afghans et veillait à leur endoctrinement. Au Sahel entouré de pays tels que Centrafrique, Soudan (Darfour), Libye, Algérie, la contamination islamiste a de nombreuses portes d'entrée.

L'auteur dénonce particulièrement le rôle « ambigu » de l'Algérie qui agît par ses services secrets en soutien à l'idéologie wahhabite.

Les groupes islamistes bénéficient aussi de zones de repli dans des portions de territoire où plus personne ne contrôle quoi que ce soit. L'auteur cite le Fezzan libyen comparable au nord-ouest pakistanais où sont repliés les réserves de ravitaillement et d'armement des talibans.

Fort heureusement au Sahel, à la différence de l'Afghanistan, les groupes ne reçoivent pas le soutien massif et décomplexé de nombreuses puissances locales. On notera toutefois les silences « pas vraiment clairs » de l'Algérie et du Nigéria.

Le rôle stabilisateur de la France seulement appuyé sur son dispositif Barkhane est illusoire. Avec 4000 à 4500 hommes en mission sur un territoire (de la Mauritanie au nord de la république centrafricaine) de 5 millions de KM<sup>2</sup>, on imagine bien que nous ne pouvons intervenir que par des coups précis limités. En Afghanistan où l'on avait une force occidentale de 150 000 hommes il n'a jamais été possible de contrôler les 600 000 KM<sup>2</sup> du pays.

« La mission militaire au Mali (et dans les pays voisins) ne constitue donc qu'un épisode ». Il paraît indispensable d'envisager d'autres interventions qui semblent des challenges difficilement atteignables.

A la recherche de solutions ayant de réels impacts positifs certains ont proposé de forcer la progression des projets miniers ou pétroliers. Les territoires afghans comme ceux du Sahel

recèlent, selon l'auteur, des richesses minières à hauteur de milliers de milliards. Comment faire profiter les populations locales de ce potentiel ?

Des sites sont ouverts depuis des années mais outre le fait qu'ils ne créent pas d'emplois en nombre, ils font face aux désordres produits par les rébellions islamiques.

L'auteur cite deux exemples typiques : au Niger (Arlit) les enlèvements d'otages cadres techniques, ou en Afghanistan les troubles subis par le projet chinois dans le projet concernant des mines de cuivre d'Aynak. Là il a fallu importer avec le matériel, des effectifs de police (1500 policiers), pour que le projet puisse voir le jour.

Il faut en effet largement constater qu'il est totalement illusoire d'imaginer un quelconque rétablissement de la situation par la seule présence (très insuffisante) d'armées d'origine européenne ou encore des forces de coalition locale, d'autant que in fine elles finissent par être perçues comme des forces d'occupation très facilement stigmatisées par les agitateurs infiltrés ou implantés (on se souvient de très récentes manifestations dans ce sens).

Le bilan qui a été tiré des engagements des contingents étrangers en Afghanistan dans les projets d'aménagements a été très décevant, car il s'agissait surtout d'avoir à montrer à la presse plutôt une école que des cadavres de talibans. (A chacun son métier !).

L'auteur veut encore croire à ce qui reste entre les mains des états extérieurs et des organisations d'aide et de soutien via des programmes ambitieux de subventions ciblées.

Sa conviction reste malgré tout très fragile car si on peut penser de façon analytique « qu'un ensemble de politiques classiques fondées sur le *business as usual* peut améliorer la sécurité alimentaire ou le développement économique, dès que le problème démographique et le changement climatique sont intégrés (dans le modèle), il est extrêmement probable que la crise d'aujourd'hui se transforme en catastrophe humanitaire ».

Il rêve d'une intervention bien ciblée et bien gérée, en reconnaissant que « le problème relève ici de la géopolitique, des intérêts partagés des Sahéliens et des Français tout comme des européens et non de la charité ».

### Les programmes d'aide et leurs pertinences

Malgré les erreurs reconnues concernant les forces étrangères, l'auteur nous rappelle que les questions relatives au développement plus ou moins réussi dans ces contrées interpellent tout autant les organismes d'aide internationales.

A-t-on vu une stratégie d'urgence des grandes agences d'aides ?

Dans une population à 75% rurale (en Afghanistan) ce sont seulement 5% des fonds qui ont été orientés vers l'aménagement rural.

L'irrigation locale que ce soit au Mali au Niger ou en Afghanistan n'a pas suscité l'enthousiasme qui aurait été nécessaire. Ces petits projets auraient apporté beaucoup (peut-être n'auraient-ils pas fait l'objet de brillants rapports) Les ruraux locaux (en Afghanistan) ont recherché des cultures plus juteuses (l'opium) sur des surfaces individuelles modestes mais très importantes au total. Les cultures davantage souhaitables demandaient plus d'aménagements pour un rendement financier à l'hectare bien plus modeste.

Ces programmes d'irrigation décentralisée qui, au Sahel, ne se concrétisent que trop lentement ont besoin d'investissements massifs pour lesquels le pilotage est indispensable, mais aussi, hélas un véritable casse-tête, chacun voulant « oeuvrer pour sa paroisse ». L'auteur souligne qu'il est très fréquent d'avoir une quinzaines d'acteurs sur le même projet (ce n'est pas propre au Sahel).

Il ne faut pas non plus sous estimer la façon dont un pilotage (quand il y en a qui sont efficaces) est perçu au niveau des autorités locales.

Pour ceux des pays qui sont le moins structurés, il leur est difficile de montrer une exigence de reconnaissance et d'avoir accès percutant aux phases décisives de choix.

Pour d'autres un peu plus avancés, il y a une réelle frustration d'être tenus pour quantités négligeables.

Pour contourner ces risques de désaccord il a été tenté une démarche consistant à demander aux pays bénéficiaires de fournir un document de stratégie de développement issu de leurs propres réflexions.

Dans les faits les pays les moins organisés ont confié ces études à des consultants extérieurs ; le résultat étant la production de dossiers souvent trop technocratiques et « hors sol » mais souvent de très belle facture et destinés à la communication officielle.

L'auteur mentionne aussi le fait que, quelques fois des intervenants (américains ou chinois en l'occurrence) ont carrément pris en main l'intégralité d'un programme (en Afghanistan en particulier), sans même passer par des appels d'offre. Tant pis pour la transparence ! (mais, cela ne vaut-il pas mieux que le bazar ! A chacun de se faire une idée !).

Les donateurs, eux, ont donc été souvent tentés de s'orienter vers celles des stratégies qui correspondaient le mieux aux intérêts de leurs mandants (mais dont les intentions pouvaient parfois être contestables). Il y a un très bel exemple à propos du Tchad.

Les deux secteurs fondamentaux que sont le développement rural et le contrôle de la fertilité sont donc demeurés les parents pauvres de l'aide internationale.

L'auteur nous fait également toucher du doigt une mutation très sensible des engagements nationaux en direction des politiques de développement.

Ce sont de nouveaux pays qui montent en première ligne.

« La Chine, l'Inde (pourtant bénéficiaire d'une aide non négligeable), l'Arabie Saoudite, le Koweit, le Qatar... soyons sérieux, ces pays se soucient-ils de la pauvreté dans le monde ? Leurs objectifs sont géopolitiques comme le sont ceux de l'aide américaine ».

S.M. n'oublie pas non plus la Grande Bretagne tout autant prioritairement préoccupée de géopolitique mais n'hésitant pas à brandir les drapeaux de la lutte contre la pauvreté.

Serge Michaïlof en tire la conclusion : « Ce sont les contraintes institutionnelles et politiques et non les besoins les plus urgents qui déterminent les programmes d'action ..., serions nous les derniers... à croire en la mission caritative de l'aide au développement ? ».

### Quelques réflexions sur les interventions possibles

Echouer dans les politiques de développement au Sahel c'est échouer dans le processus recherché de stabilisation du Sahel et propulser quelques 200 millions voire plus d'individus sur les chemins les plus incontrôlés d'une vie qu'ils espèrent meilleure.

Si l'on peut constater que les aides injectées au Sahel le sont dans des modes contestables, ce sont tout de même 60 à 90% des budgets d'investissement au Sahel qui sont supportés par les bailleurs extérieurs ainsi qu'une bonne partie des dépenses de fonctionnement.

En cas de retrait de ces aides les conséquences seraient désastreuses.

Les contribuables des pays aisés doivent-ils accroître leur participation ? (ce n'est pas toujours très vendable aux opinions publiques, sans être cependant totalement rejeté)

Ce qui est certain c'est que la faillite de ces états fragiles seraient « un mal public mondial ».

Serge Michaïlof pense que bon gré, mal gré nous serons sans doute finalement tenus de prendre en charge les coûts des appareils régaliens de ces pays « pour des raisons politiques relevant de notre propre sécurité et pour notre rôle dans la géopolitique » sur ces territoires, ceci dans l'attente d'une consolidation des structures étatiques fiables durables et insoupçonnable.

Cela pourrait prendre du temps. Est-ce compatible avec l'urgence des situations ?

Il note quand même que l'aide française au Sahel est déjà évaluée à 10 milliards d'euros annuels. C'est considérable, mais parfois difficile à traduire en interventions concrètes sur le terrain (à part l'armée).

Il y a un maquis d'affectations des fonds difficilement explicitable. On y trouve le chiffrage de participation d'une multitude de services dont les impacts sont mal évalués, les charges de annulations de dettes, etc..

Ce qui reste effectivement palpable et injectable dans les actions locales n'atteint que quelques centaines de millions.

L'auteur dénonce la déperdition considérable des aides administrées par des instances multilatérales où les enjeux sont biaisés par les interférences des grandes autorités politiques orientant les choix selon d'autres critères que ceux du développement et plaide finalement pour un retour (partiel sans doute) vers des aides bilatérales. (Il nous avait vanté la nécessité de programmes globaux mieux concertés, tout en nous en signalant les limites).

Le constat est que en subventionnant de nombreux organismes intermédiaires actionnés de façon multilatérale, il ne reste, pour l'initiative française en dotation directe que des miettes. « Nous gaspillons nos maigres ressources en subventions dans de petites actions sans impact qui permettent tout juste à nos ambassadeurs de couper quelques rubans ».

Il faut récupérer des fonds pour une intervention française meilleure c'est à dire plus efficace. Pourquoi soutenir une cinquantaine d'institutions et fonds des Nations Unies dont nous connaissons parfaitement l'inutilité ? et à quoi servent les milliers d'experts de la FAO nous demande Serge Michaïlof, sans oublier de citer les 500 millions accordés au fonds UNITAID (lutte contre le sida) déjà sur-doté et qui pourrait gérer ses actions très aisément ses programmes avec 200 millions.

Il faut enfin que l'Union européenne et le FMI, longtemps réticents, acceptent d'engager des aides substantielles (un total de 1200 millions est évoqué par S. Michaïlof) pour la restructuration des états et de leurs capacités à exercer leurs pouvoirs régaliens.

### Et les migrants ?

Dans ce court chapitre final l'auteur aborde la question qui crispe, et il n'a pas tort.

Il pose un principe : Ne pas souscrire aux thèses populistes ne doit pas nous empêcher de regarder la réalité en face.

Le taux de croissance démographique n'est pas en soi un terme moral ou politique, c'est une donnée statistique.

Au cours du siècle précédent le taux de croissance démographique européen et même mondial se situait vers les 0,5 à 0,6%.

Constatons qu'aujourd'hui au Sahel le taux est six fois plus élevé qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

L'auteur bien que disposant de nombreux éléments s'appuie sur les travaux de Paul Collier économiste britannique enseignant à Oxford et à Sciences po. Il nous rappelle quelques observations issues de ses recherches.

En écartant tout racisme et toute xénophobie il dénonce le fantasme seriné à l'envi des « bénéfices économiques apportés par une politique de porte ouverte », mais aussi « il met en

pièces les théories fondées sur l'utilitarisme, chères aux économistes, qui cherchent à maximiser une utilité globale mondiale en prônant la liberté de circulation et d'installation. Il montre encore le manque de réalisme des thèses issues du libertarianisme qui refusent à toute autorité le droit de réglementer les migrations... ».

Les inégalités constatées au niveau mondial expliquent bien naturellement une grande partie du flux migratoire. C'est évident pour les pays figés dans le marasme économique, mais, même là où le décollage économique est réel, le phénomène combinant inégalité, chômage, et fécondité incontrôlée, ne s'atténue pas.

A propos de l'attrait croissant pour l'émigration, il mentionne particulièrement les diasporas dans les pays d'accueil qui jouent, en fait un rôle d'accélérateur en constituant des points de chute au sein desquels on peut pratiquement culturellement vivre « comme au pays » (sans avoir à se commettre avec l'autochtone).

L'auteur se plaît aussi à rappeler que le monstrueux trafic d'êtres humains qui au niveau mondial profite de ces désirs d'ailleurs, représente un chiffre d'affaire d'environ 40 milliards de dollars ; (peut être faudrait-il réfléchir au rôle joué par ceux qui « avec peut-être ?? de belles intentions ! » favorisent ces trafics (AP)).

La raison majeure du désordre tient au fait que le processus d'absorption des immigrés est devenu plus lent au fur et à mesure que les populations candidates à une nouvelle vie ailleurs sont de plus en plus éloignées des cultures des pays d'accueil.

Il recommande que le taux de migration toléré (incluant les illégaux non expulsés) ne soit pas supérieur au taux d'absorption. Il affirme que l'immigration massive est dommageable pour les autochtones, pour les immigrés anciens et pour les nouveaux candidats.

Dans l'hypothèse envisagée d'un chaos sécuritaire à l'horizon 2025-2035 au Sahel, au moins 150 millions de personnes seraient concernées engendrant des dizaines de millions de migrants supplémentaires qui commencerait à déstabiliser aussi l'Afrique de l'Ouest et côtière et à rejoindre, entre autre l'Algérie qui ne pourrait que favoriser le passage. On assisterait alors à une addition de la migration politique à celle économique

Citant Michèle Tribalat directrice de l'INED l'auteur affirme que l'accueil des immigrés qui était fondé sur l'assimilation ne fonctionne plus et ne saurait fonctionner face à une immigration massive de populations musulmanes d'origine rurale très peu scolarisées.

Par son caractère massif, la religion et la culture d'origine résistent bien plus facilement aux pressions du corps social du pays d'accueil.

Philippe d'Iribarne anthropologue chercheur au CNRS cité par l'auteur est convaincu que dans de telles conditions « les convictions antiracistes et internationalistes parfois acquises avec l'éducation ne résistent pas aux heurts nés des différences culturelles ».

Nous constatons déjà que beaucoup renoncent à cette noble ambition d'accueil avec un processus normal d'assimilation, les immigrés récemment arrivés tout comme beaucoup d'autochtones choisissant aussi le repli.

Fils d'immigrés, l'auteur qui a parcouru le monde et lié des relations riches au delà de toute nationalité, religion, race nous avoue « je n'ai aucune envie de vivre dans un des ghettos clichés de la banlieue parisienne, dans un immeuble saccagé par des résidents refusant le respect des règles élémentaires de notre savoir-vivre, avec des bandes dealant en bas de l'escalier ... ce modèle multiculturel est susceptible de nous conduire, en France dans une

douloureuse impasse ». Il rappelle alors ce mot d'Angela Merkel qui constatant le déplorable bilan de 40 ans de politique fondée sur le multiculturalisme et sur l'acceptation d'une non-intégration de la population turque, qualifiant ce multiculturalisme « d'échec total ».

Il conclura finalement : « Faire du Sahel un pays de cocagne est une urgence géopolitique ».

Le 29 novembre 2019

UTB / Alain Perdreau

## **Annexe 1 L'équation chinoise**

Une incursion dans l'ouvrage de Rémy RIOU : Réconciliations  
Publication : Débats Publics. 235 pages.

Rémy Riou est Directeur Général de l'Agence Française de développement (AFD)

Il s'agit du dernier chapitre de l'ouvrage qui propose une nouvelle approche des mises en œuvre des politiques de développement. Ce court chapitre est consacré au positionnement de la Chine.

Il constate (comme d'autres) la percée rapide de la présence chinoise dans les financements de grandes opérations de développement notamment en Afrique. Il cite le chemin de fer Addis Abeba-Djibouti, la ligne Nairobi-Mombasa après les ports du Sri Lanka et du Pakistan. Il remarque également la forte présence chinoise sur leur base de Djibouti (10000 hommes), le rôle joué comme principal créancier du Kenya où opèrent plusieurs centaines de milliers de chinois.

Ce n'est qu'un des aspects de la grande opération connue sous le terme de « nouvelles routes de la soie ». Mais ce qui fait l'originalité de la démarche, ici, c'est le positionnement qui est celui d'une Chine toujours présentée comme pays en développement mais engagé dans les « responsabilités communes et différenciées entre pays du Nord et du Sud ». L'ampleur de l'intervention chinoise est de nature à bouleverser bien des règles posées comme acquises en particulier les normes sociales et environnementales bousculées au profit d'une politique favorisant vigueur et rapidité.

L'auteur note aussi que les aides sont « liées » car uniquement accessibles aux entreprises chinoises.

Comment parler d'un monde en commun...si nous n'acceptons pas un jeu de règles communes s'interroge Rémy Riou.

La chose se complexifie quand on sait que non seulement la Chine mais aussi le Brésil (en retrait en ce moment), la Turquie, les Emirats, l'Arabie saoudite, la Corée, l'Afrique du Sud, rentrent dans le jeu des opérateurs mondiaux du développement (alors que certains y compris la Chine perçoivent encore eux-mêmes des aides).

S'agit-il se demande Rémy Riou au delà des objectifs de développement de rentrer en compétition avec les partenaires européens et nord-américains ?

Dans cette montée en puissance les chinois sont les plus mobilisés et disposent d'une panoplie large d'instruments de financement où ils ont su se faire accompagner partiellement par le secteur privé.

L'intervention chinoise n'est pas récente, rappelle l'auteur, en évoquant la conférence de Bandoeng en 1955. C'est l'ampleur de l'engagement qui interpelle.

Ce qui semble rester constant (au moins dans les discours), ce sont les déclarations de « non-ingérence dans les affaires intérieures, d'égalité, de réciprocité des avantages, de non conditionnalité, et d'absence de recherche d'intérêts politiques égoïstes, particulièrement en Afrique. ».

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint 170 milliards de dollars en 2017, une multiplication par cinquante en deux décennies.

Profitant à partir de 1990 d'un moindre intérêt des partenaires classiques de l'Afrique pour ce continent, la Chine a poussé ses pions avec comme objectif de sécuriser ses accès aux matières premières et en réponse aux incitations officielles du « going out »  
La Chine est ainsi devenue premier partenaire commercial de l'Afrique : l'Afrique du sud, Soudan, Nigéria, Angola, Zambie, Sierra Leone, Ethiopie..

A coté de la belle part faite aux investissements, la Chine a donc engagé un niveau d'aide au développement considérable.

Il y a un an le président Xi annonçait pour l'Afrique, des fonds de développement à hauteur de 60 milliards de dollars sur 3 ans (dont la moitié sous forme de dons !).

L'impulsion forte donnée pousse maintenant les investisseurs et entreprises chinois à être présents sur toute la planète.

L'Exim Bank et la China Development Bank financent partout (surtout au sud) de grands travaux d'infrastructure. On évalue leurs encours de crédit à 800 milliards de dollars.

Mais la Chine qui se présente toujours comme un leader des pays en développement plutôt qu'un bailleur de fonds classique, attire par sa position volontaire de non-ingérence. En effet ceci enlève des contraintes que nos vieux pays du nord s'imposent et imposent aux pays bénéficiaires, celui de se conformer aux règles de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme de protection de l'environnement. Pour la Chine c'est aux pays bénéficiaires de fixer ces règles locales.

Rémy Riou identifie quatre défis que doit relever les acteurs de la politique chinoise de développement.

Le premier est celui de la soutenabilité de la dette. Beaucoup de pays bénéficiaires voient s'accumuler des montants dettes dont il devient prudent de maîtriser la croissance.

L'effacement de la dette pour un grand nombre il y a quelques années, a permis de repartir pour un nouveau tour, mais rien n'étant structurellement revenu à un niveau d'efficacité suffisant, les risques réapparaissent.

Le stock de dettes est lourd notamment au Kenya, en Angola, au Congo Brazzaville, à Djibouti, en Ethiopie, et en Zambie.

La Chine n'est d'ailleurs pas très enthousiaste vis à vis des manœuvres de restructuration des dettes pour des prêts gagés en partie sur des livraisons de matières premières.

Le second défi est celui de l'efficacité. On a vu que la Chine avait via le principe de non-ingérence choisi de ne pas interférer sur les règles locales sociales, environnementales.. Par contre les montages d'opérations restent parfois complexes pour des questions d'arbitrage entre les trois banques publiques qui interviennent dans ce domaine et sont des géants dans la profession, mais aussi avec d'autres banques publiques ou privées intervenant aussi dans ce secteur. La Chine vient de décider de la création d'une agence chargée de la supervision de la politique de développement.

Troisième défi celui associé au caractère « lié » de l'aide chinoise. Les contrats signés par la Chine ne sont accessibles qu'à des entreprises chinoises.

Outre le fait que cette exclusivité (qui n'est pas une invention chinoise) est mal perçue par la communauté des pays aidant, elle génère, faute de concurrence, des surcoûts évalués entre 15 et 30%.

De plus, en Afrique particulièrement, les entreprises chinoises sont parfois en situation de quasi monopole. C'est le cas dans la construction où la menace pèse sur les entreprises locales.

Le quatrième défi est celui de la transparence et du respect des normes locales.

Nous en avons déjà parlé.

Il est reproché un manque de reporting sur ces questions comme d'ailleurs sur les financements.

Les autres intervenants dans les domaines du développement critiquent les impacts éventuels sur le climat et sur les populations.

Faut-il coopérer avec la Chine ? se demande Rémy Riou.

Il reconnaît que même si le mode d'intervention de la Chine dans le monde du développement a suscité des critiques, c'est bien la dynamique chinoise qui a relancé et forcé au renouvellement des politiques mondiales de développement.

La Chine est perçue comme un partenaire à double visage qui se présente encore comme un pays en développement « agissant en faveur de ses frères du Sud ».

Elle affirme aussi souvent que nécessaire son attachement au principe des cinq « non » dont nous avons parlé.

Même si nous sommes un peu décontenancés par des mots d'ordre tels que : » civilisation écologique, communauté de destin partagé pour l'humanité, coopération gagnant-gagnant », qui font partie des discours officiels, l'auteur admet, que sans tomber dans la naïveté, il faut considérer que la Chine, proposant « une nouvelle vision du monde » est aussi généralement ouverte au dialogue, et constater ce grand pays entre progressivement dans le jeu multilatéral y compris dans le domaine du développement.

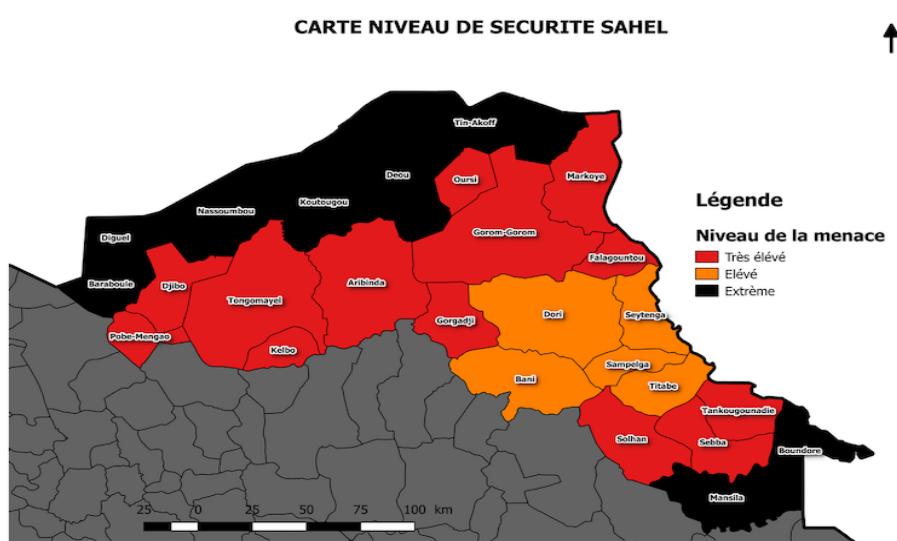
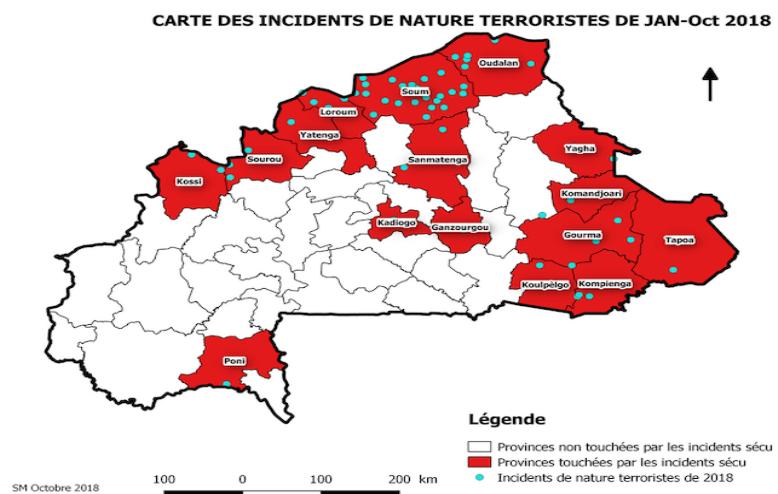
Cette conclusion de l'auteur sur ce chapitre est en harmonie avec la tonalité générale, prudente mais positive de son ouvrage.

30 novembre 2019

UTB / Alain Perdreau.

## Annexe 2 : L'exemple du Burkina-Faso (source : Le Point Décembre 2019)

*Les échelles sont différentes*



# Terrorisme au Sahel Dans cinq ans, il sera trop tard !



**Serge Michailof**  
chercheur associé à  
l'IRIS (Institut des rela-  
tions internationales et  
stratégiques)\*

**Serge Michailof alerte sur la déstabilisation en cours au Sahel et insiste sur la reconstruction de l'appareil d'Etat, préalable à la restauration de la sécurité dans la région. La France et l'Europe doivent faire du Sahel une priorité aux plans politique et de l'aide au développement.**

**Le terrorisme se développe en zone sahélienne. Quel diagnostic faites-vous de la situation? Quels sont les risques majeurs pour cette région et pour l'Afrique de l'Ouest ?**

Serge Michailof : J'explique dans mon dernier livre « Africanistan » que malgré des différences géographiques et culturelles évidentes, le Sahel montre aujourd'hui nombre de caractéristiques qui expliquent le naufrage de l'Afghanistan : une croissance démographique hors de contrôle ; une agriculture en panne fragilisée par le réchauffement climatique, une misère rurale vraiment choquante à notre époque ; un chômage et un sous-emploi qui entraînent une perte d'espoir d'insertion économique et sociale pour les jeunes ; une absence d'Etat, de loi et d'ordre ; une extension de l'insécurité au quotidien et du banditisme, le développement de milices ; un approfondissement des fractures ethniques ; l'essor des trafics (drogue, armes, migrants) contrôlés par des mafias djihadistes ; la circulation des armes, une extension de l'islam radical et du salafisme.

Le maillon faible est le Mali où le processus de paix est bloqué, où le régime se révèle incapable de reconstruire un appareil d'Etat et est gangrénié par la corruption. L'Etat se délite non seulement dans le nord du pays, en proie de longue date à un irréductisme touareg jamais réglé, mais aussi au centre et au sud du pays, où les Peuls se révoltent et conduisent une guérilla qui tourne à l'anarchie.

L'insécurité déborde au niveau sous-régional. Des accrochages quasi hebdomadaires surviennent entre l'armée nigérienne et des groupes armés venant du Mali à moins de 100 km de Niamey. Le nord du Burkina est une zone où les Occidentaux ne peuvent plus s'aventurer. Et Boko Haram au sud-est du Niger ! Comme en Afghanistan, les meilleures perspectives d'insertion sociale et de succès

économique pour de jeunes ruraux analphabètes est encore de se joindre aux bandes de trafiquants et le cas échéant de basculer dans le djihadisme.

**Comment agir pour assurer sécurité et développement dans cette région et quelle devrait être l'approche de la France, très engagée dans la région ?**

S.M. : La France a paré au plus pressé avec l'opération Serval. Elle tente de limiter les dégâts au nord du Sahel avec Barkhane. Mais le problème est avant tout économique, social, politique et idéologique. Une aide bien conçue et bien ciblée peut modifier la donne au plan économique en relançant l'agriculture et le développement rural au sens large. Mais telle qu'elle est actuellement conçue l'aide va vite, comme en Afghanistan, faire partie du problème. Au plan social, il y a des chantiers immenses. L'éducation est à la dérive. On a partout construit des écoles mais les maîtres ne sont ni formés, ni encadrés. Il faudra 10 ans et d'énormes efforts pour remettre sur pied des systèmes éducatifs qui sont par terre. Or l'approche de la France au Sahel est pour l'instant essentiellement militaire. Barkhane coûte environ 700 millions d'euros par an. Notre aide bilatérale au Sahel représente le dixième de ce coût. Elle ne pèse pas sur le cours des événements. Et l'aide multilatérale et européenne est malheureusement pour une bonne part mal ciblée et souvent mal

gérée faute d'expertise. Elle se désintéresse par exemple de la reconstruction de l'appareil d'Etat de ces pays alors que c'est sans doute la plus urgente des tâches. Avant de construire des écoles pour les filles, il faut remettre en place une gendarmerie professionnelle sinon les filles n'iront jamais à l'école.

Au plan politique, la présence militaire française commence à être contestée. Les jeux politiques locaux ont leur propre dynamique. Enfin, au plan idéologique, c'est aux dirigeants politiques et religieux locaux de lutter sérieusement contre le salafisme. Or, ils sont en ce domaine d'une prudence qui borde parfois l'ambiguïté, parfois la complicité.

**Les récentes propositions du président Macron sont-elles à la hauteur des enjeux ?**

S.M. : Pour l'instant, on continue sur la voie d'une priorité donnée à l'action militaire. Mais je pense que les choses vont changer. Le Président est conscient des problèmes. Son entourage se rend compte de l'urgence qu'il y a à changer de pied, à faire du Sahel une priorité tant au plan politique que celui de l'aide au développement. La complaisance dont a fait preuve notre Président précédent vis-à-vis du régime malien actuel qui s'est quand

## De Serval à Barkhane

Lancée par la France le 11 janvier 2013 à la demande du gouvernement malien, « l'opération Serval » s'est achevée le 31 juillet 2014. Cette intervention militaire a permis, souligne le ministère français des Armées, « de stopper l'offensive djihadiste qui menaçait Bamako, de mettre fin à l'organisation industrielle du terrorisme qui s'était développée dans le désert du Nord Mali et de transférer la mission de stabilisation du Mali aux partenaires maliens ainsi qu'aux forces de l'ONU (MINUSMA) ». La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, a été établie par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations Unies le 25 avril 2013. Renouvelée pour la 4<sup>e</sup> fois, son mandat est porté jusqu'au 30 juin 2018. Son effectif est de plus de 13 200 soldats et 1920 policiers.

L'opération Barkhane, conduite par les armées françaises, a été lancée le 1<sup>er</sup> août 2014. Elle repose sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahéro-sahélienne (BSS), la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Elle vise en priorité à favoriser l'appropriation par les pays partenaires du G5 Sahel (lire l'encadré en page 5) de la lutte contre les groupes armés terroristes, sur l'ensemble de la BSS. Avec 4000 militaires engagés, il s'agit du plus important déploiement français en opération extérieure. Le poste de commandement est basé à N'Djamena (Tchad). Cette logique de partenariat structure les relations entretenues par Barkhane avec les autres forces engagées dans le processus de stabilisation au Mali et dans la région du Liptako-Gourma (zone dite « des trois frontières ») : la MINUSMA, l'EUTM Mali (la mission européenne de formation de l'armée malienne) lancée en février 2013, et les forces armées des pays concernés.

(Source : Etat-major des armées, France, déc. 2017)

même fait remarquer peu après les élections, par l'achat d'un avion présidentiel dont on ne connaît jamais le coût sur un budget local de la défense exsangue, je crois que c'est terminé.

Pour autant la marge d'action tant budgétaire que politique est étroite. La France ne peut pas être le gendarme de l'Afrique. Son aide restera marginale au Sahel. Mais elle peut faciliter un ciblage efficace de l'aide des multilatéraux et européens. La France a essentiellement un rôle de mobilisateur et de coordinateur à jouer tant au plan politique que budgétaire et militaire. La situation est encore gérable. Mais bien sûr, si rien ne change, dans 5 ans ce ne sera plus le cas.

**Propos recueillis par Catherine Véglio**  
(fin octobre 2017)

\*Serge Michailof a présenté son ouvrage « Africanistan - L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?» (Fayard, 2015) lors d'une réunion de la Plateforme UE/Afrique(s) le 11 décembre 2015.



